

# ANNEXES DU CERFA n°14734\*03

**IMMALDI**

**Le Chemin d'Epernon – RD28  
28320 GALLARDON**

**DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS PRÉALABLE À LA RÉALISATION  
D'UNE ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (ART. R.122-3 DU CODE DE  
L'ENVIRONNEMENT)**



## **PROJET DE CREATION D'UNE STRUCTURE COMMERCIALE**

**IMMALDI**

13 Parc d'activité de la Goele  
CS 20573  
77234 DAMMARTIN EN GOELE CEDEX

**Contact : M. Guillaume GRAGNIC**  
Responsable Développement

**DEVIS N : 2207-E14Q2-022**

**Date d'édition du rapport : 25/11/2022**

**AUTEUR : Thomas Tessier**

Email : thomas.tessier@socotec.com ; Tél. : 02.47.70.40.46

**SOCOTEC - Agence Environnement & Sécurité - Centre Val de Loire**

2, Allée du Petit Cher – BP 40155 – 37551 Saint Avertin Cedex

Tél : (+33)2 47 70 40 40 - Fax : (+33)2 47 70 40 01

SOCOTEC ENVIRONNEMENT - S.A.S au capital de 3 600 100 euros

Siège social : 5, place des Frères Montgolfier- CS 20732 – Guyancourt - 78182 St-Quentin-en-Yvelines Cedex – France  
834 096 497 RCS Versailles – APE 7120B - n° TVA intracommunautaire : FR 00 834096497 - [www.socotec.fr](http://www.socotec.fr)

## LISTE DES ANNEXES A FOURNIR

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

**Annexe 7 : Zonage du PLU de GALLARDON**

**Annexe 8 : Plan d'aménagement de la ZA Saint Mathieu à Gallardon validé par les élus**

**Annexe 9 : Récépissé DLE ZA Saint Mathieu à Gallardon**

**Annexe 10 : Notice hydraulique de définition des modalités de gestion des eaux pluviales**

**NOTA : les annexes 1 et 10 sont indépendantes du présent dossier**



## ANNEXE 1

### **Informations nominatives relatives au pétitionnaire**

#### **ANNEXE INDEPENDANTE**

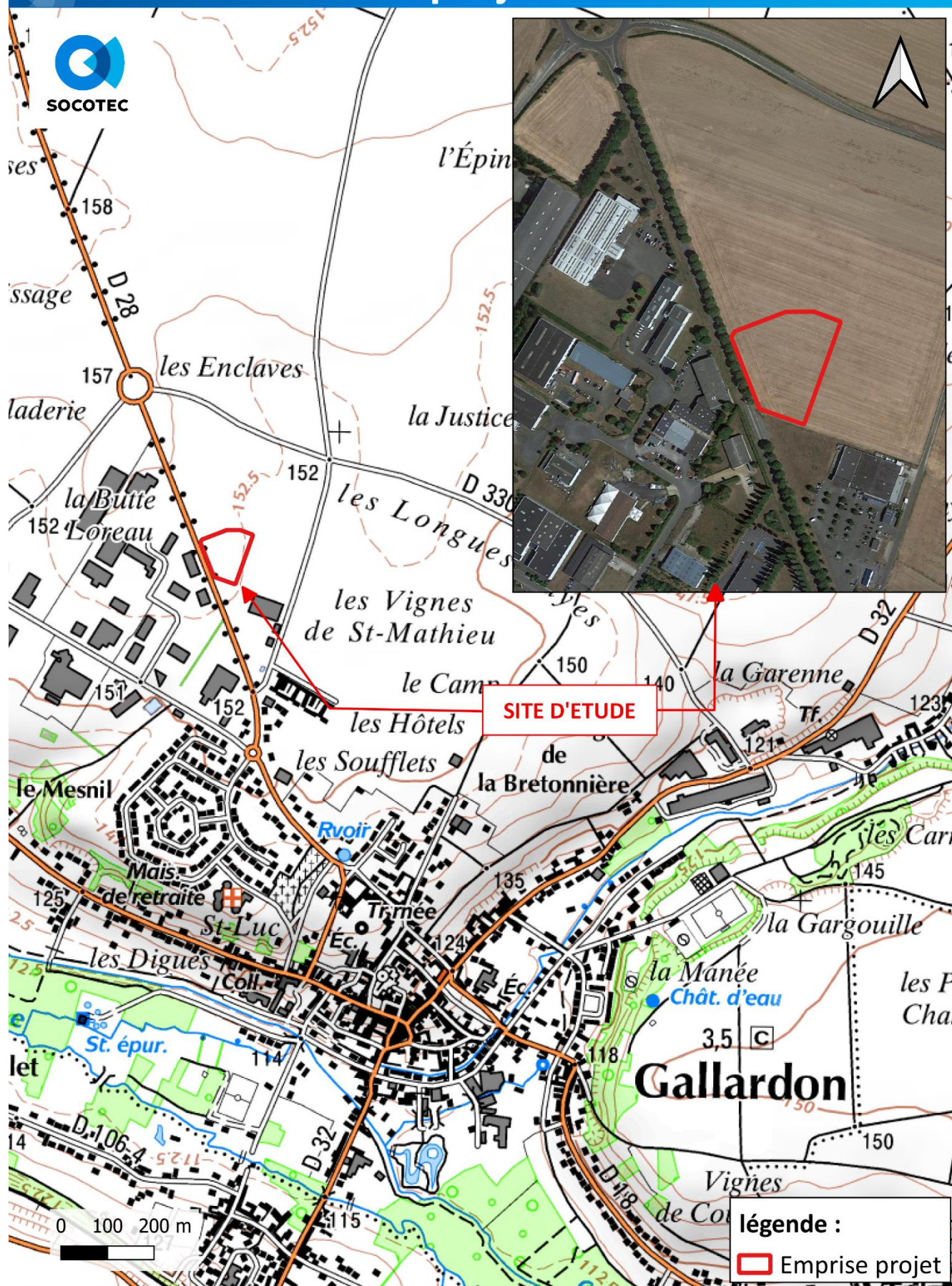


## ANNEXE 2

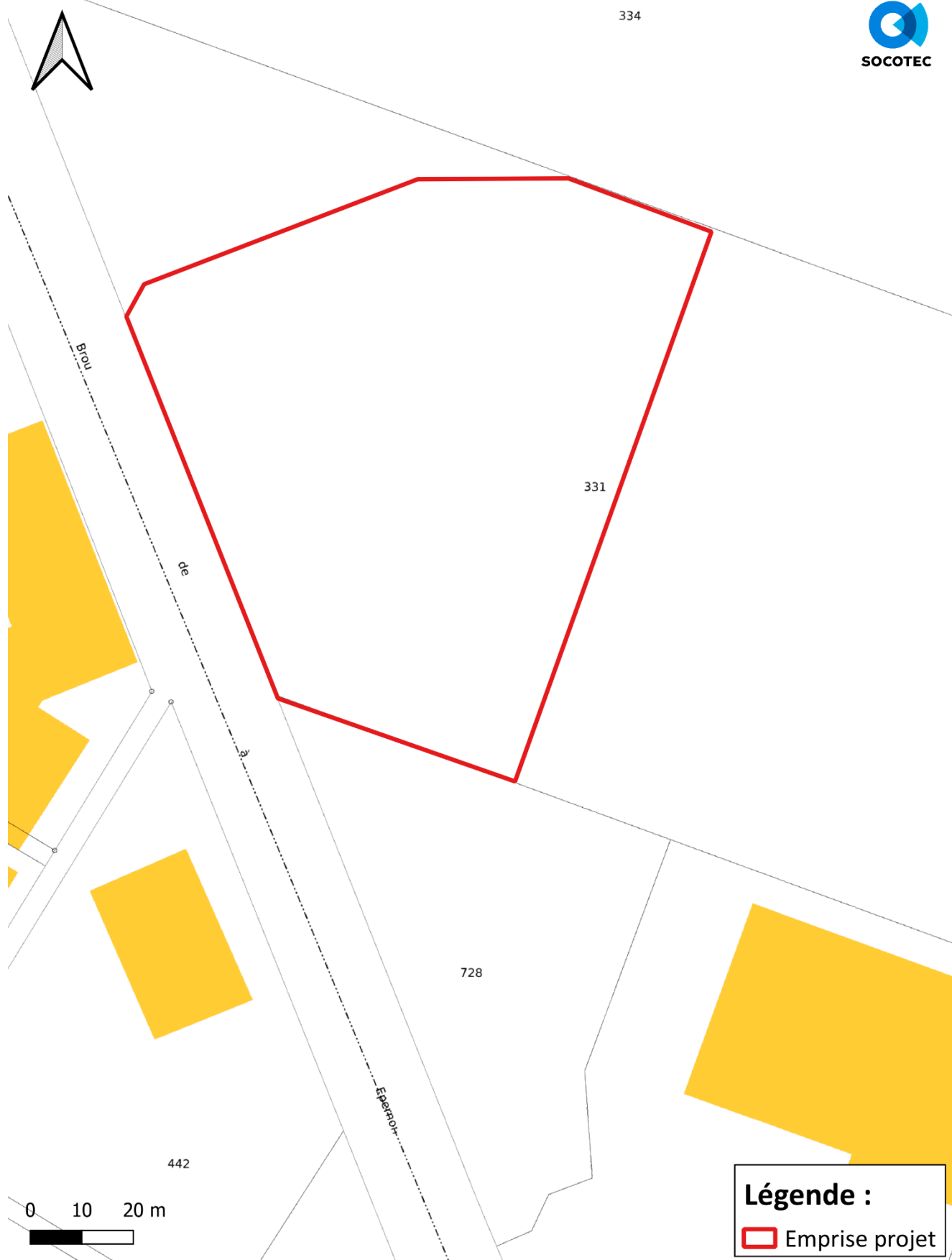
### **Plans de situation sur fond IGN et cadastrale**



## Localisation du projet



## Localisation du projet sur plan cadastral



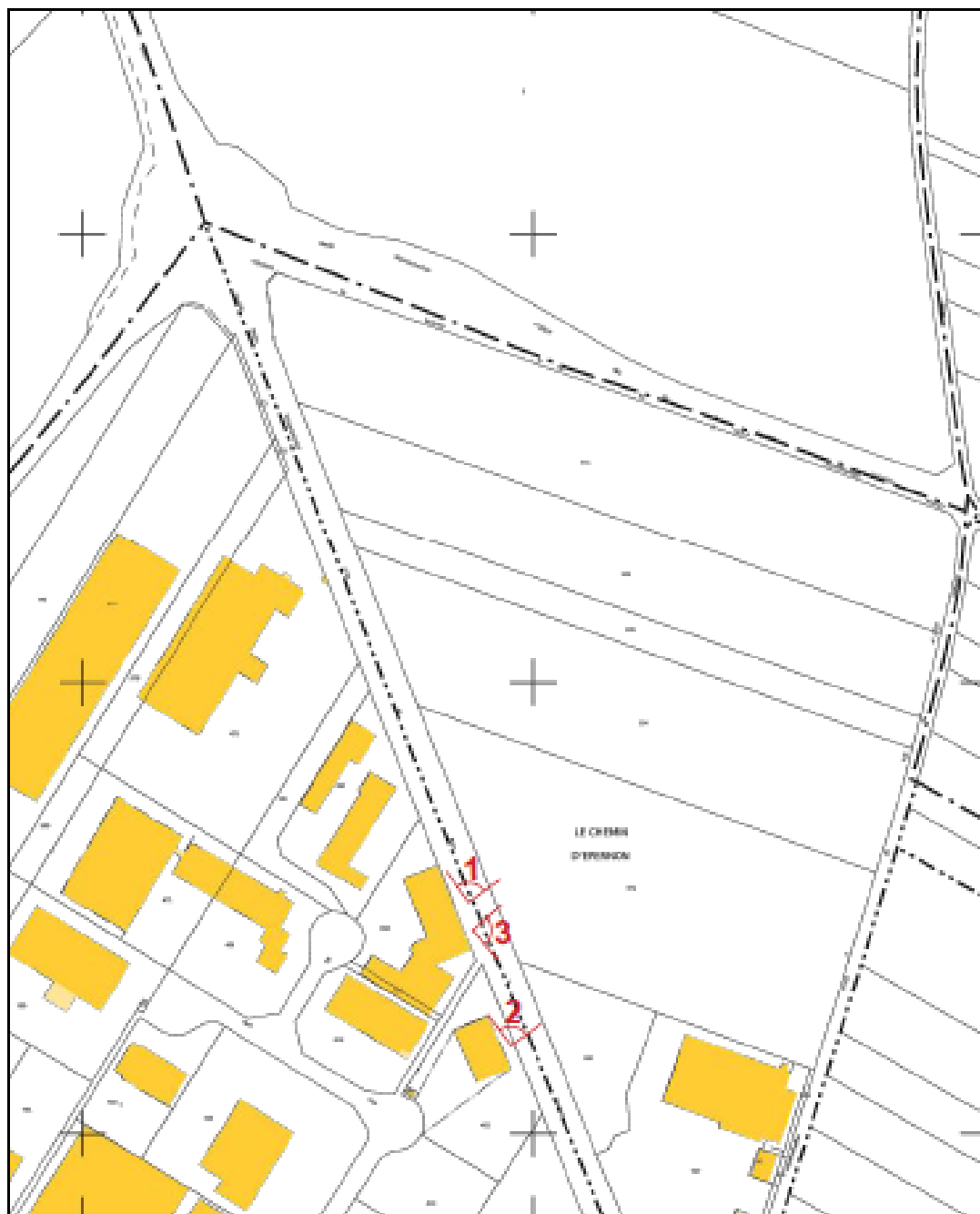
**Légende :**  
[Red box] Emprise projet



## **ANNEXE 3**

### **Photographies du site et de ses abords**





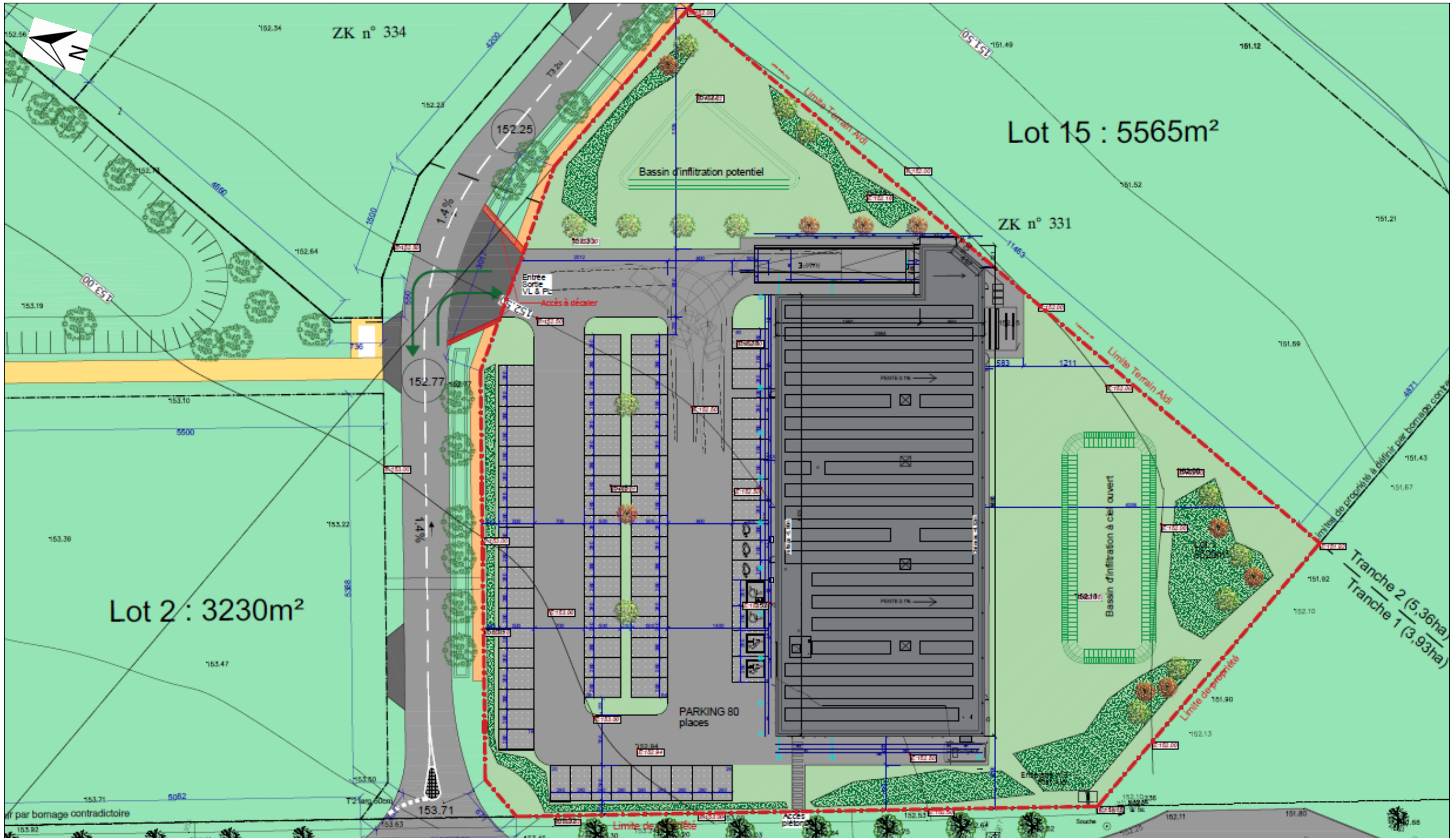
Photographie du site depuis la D28 (Google Street View, 2019)





## **ANNEXE 4**

### **Plan du projet et vue d'insertion**



Plan de masse du projet (Source : INTERSTICE Architectures)





Vues d'insertion du projet (Source : INTERSTICE Architectures)



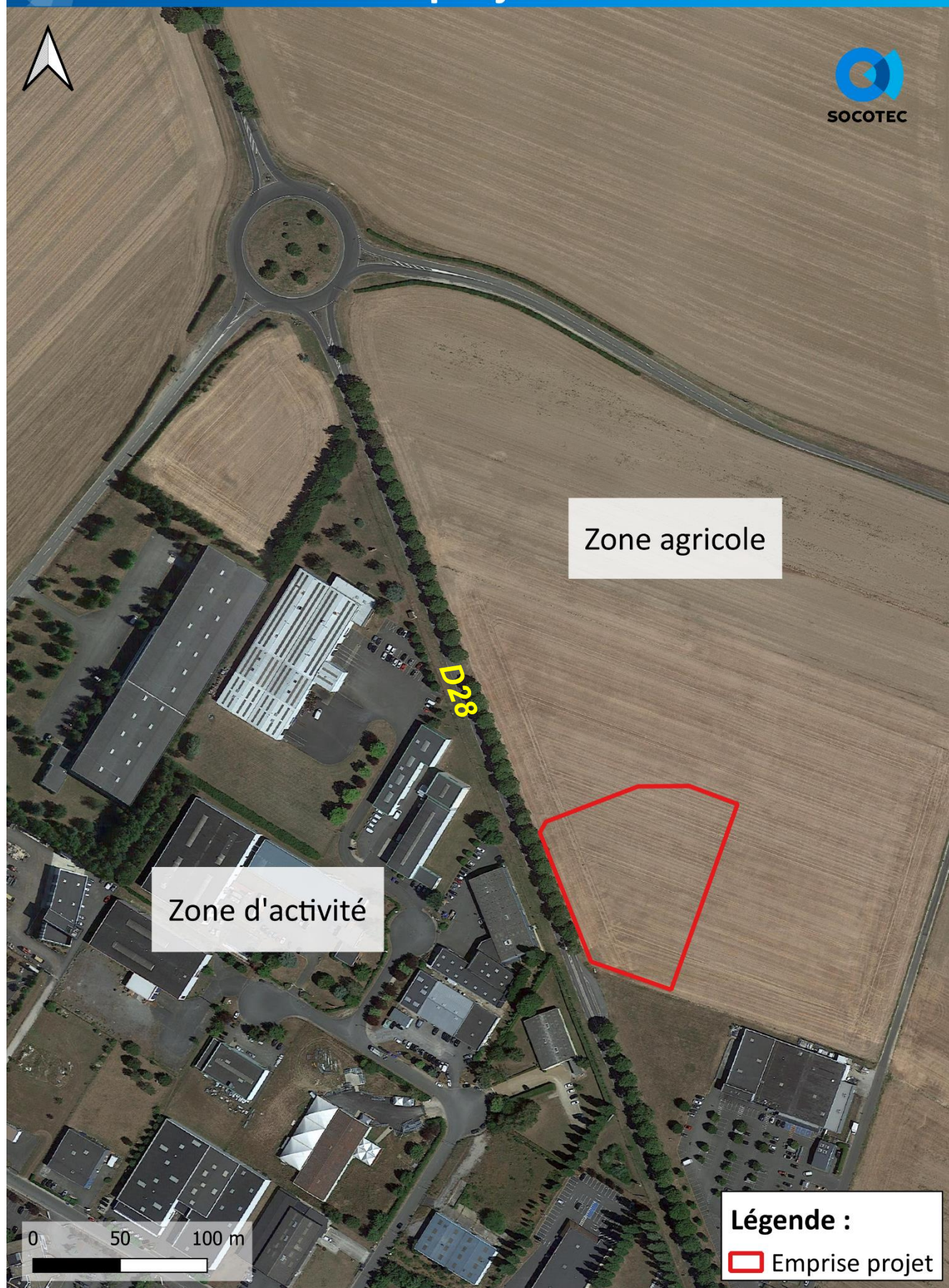


## ANNEXE 5

### Localisation du projet sur fond de vue aérienne



## Localisation du projet sur vue aérienne





## ANNEXE 6

### **Carte de localisation des zones d'intérêts écologiques**



## Localisation des zones d'intérêts écologiques réglementaires





## Localisation des zones d'intérêts écologiques non réglementaires

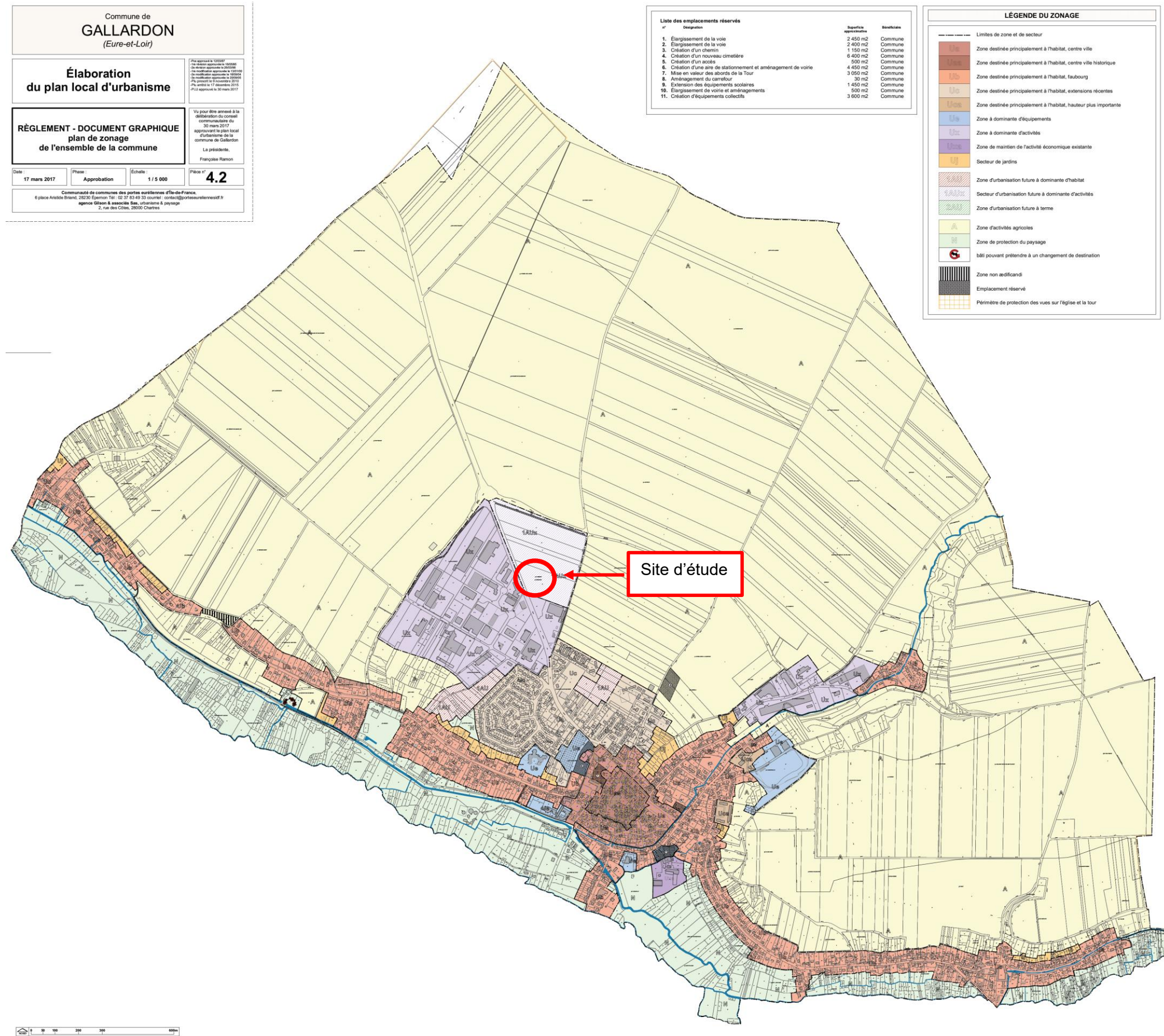






## ANNEXE 7

### Extrait du zonage du PLU de GALLARDON



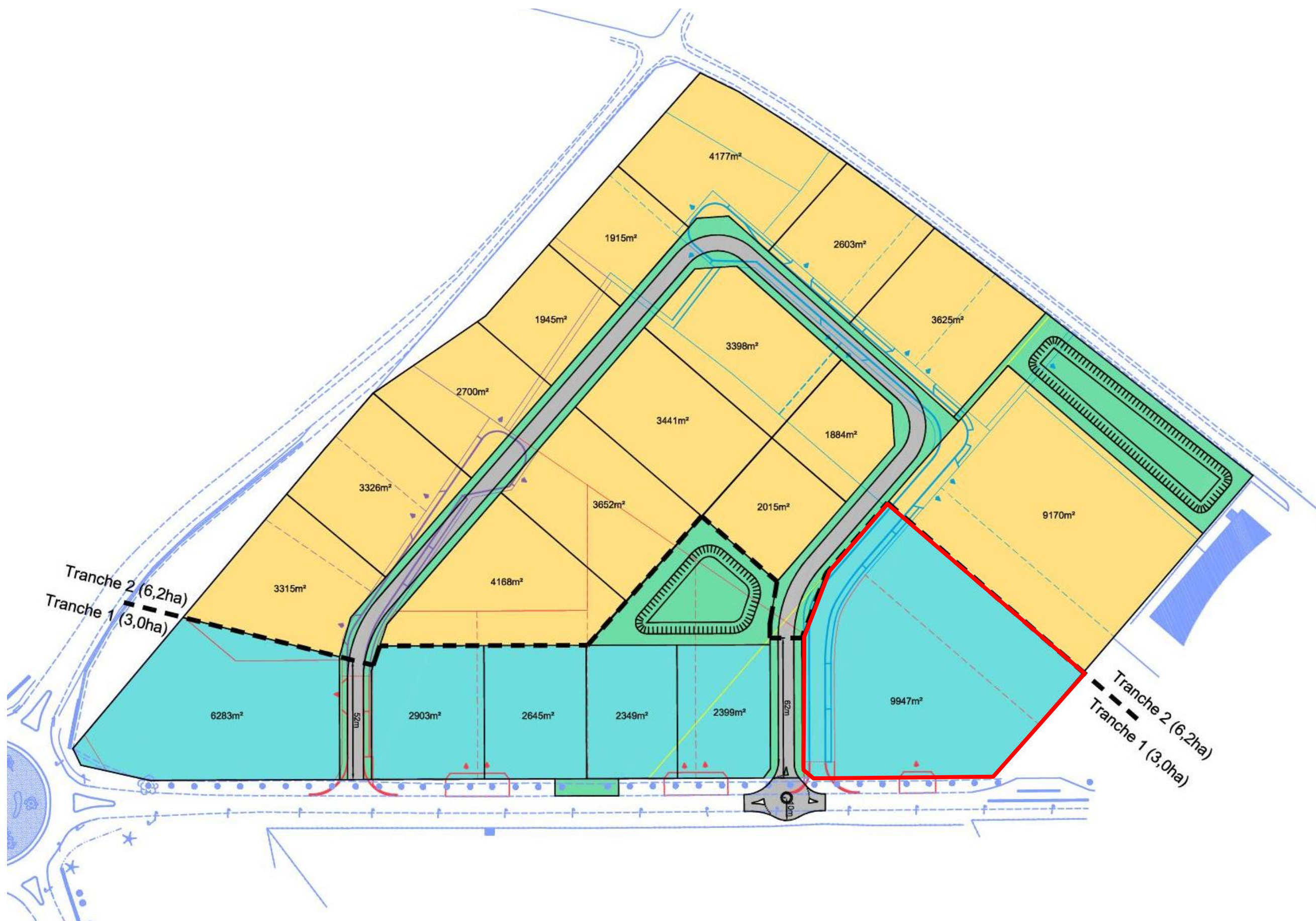
Zonage du PLU de GALLARDON



## ANNEXE 8

### **Plan d'aménagement de la ZA Saint Mathieu à Gallardon validé par les élus**





Plan aménagement de la ZA Saint Mathieu à Gallardon validé par les élus





## ANNEXE 9

### Récépissé DLE ZA Saint Mathieu à Gallardon



**Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir  
Service de la Gestion des Risques, de l'Eau  
et de la Biodiversité  
Bureau de l'assainissement**

**RÉCÉPISSÉ DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DÉCLARATION  
DONNANT ACCORD POUR LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX  
CONCERNANT LE REJET ET LA GESTION DES EAUX PLUVIALES  
ISSUES DE  
L'« AMÉNAGEMENT DE LA ZONE D'ACTIVITÉS SAINT-MATHIEU EST »  
À GALLARDON**

**DOSSIER LOI SUR L'EAU N°28-2022-00200**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2224-8 ;

**VU** le Code civil et notamment l'article 640 ;

**VU** l'arrêté du 23 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie 2022-2027 ;

**VU** l'arrêté inter-préfectoral n° 13-114 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce et des milieux aquatiques ;

**VU** l'arrêté portant décision au cas par cas de la demande n° F02421PO234 de ne pas soumettre le projet à une évaluation environnementale ;

**VU** le décret du 6 janvier 2021 portant nomination de Madame Françoise SOULIMAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 décembre 2019 nommant Monsieur BARRON Guillaume, Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°27a/2020 accordant délégation de signature au profit de Monsieur BARRON Guillaume, Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir ;

**VU** la subdélégation de signature du 8 septembre 2022 au profit de Madame BESNARD-PINEAU Valérie, cheffe du bureau Assainissement au sein du Service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité (SGREB) de la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de déclaration déposé le 9 septembre 2022 au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement est considéré comme complet et recevable le 20 septembre 2022, présenté par Monsieur MOREAU Nicolas, représentant la SAEDEL, enregistré sous le n° 28-2022-00200, relatif à la gestion des eaux pluviales issues de l'« Aménagement de la Zone d'Activités Saint-Mathieu Est » (rejets d'eaux pluviales), et réalisé par le bureau d'études IRIS Conseil (Chartres) ;

**CONSIDÉRANT** que le projet ne porte pas atteinte de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique 2027 pour la masse d'eau souterraine FRGG 092 « Calcaires tertiaires libres de Beauce » ;

**CONSIDÉRANT** que le nouveau projet dont il s'agit est soumis à la procédure de déclaration,

**DONNE** récépissé de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**SAEDEL**

**1 Rue d'Aquitaine -CS 70 062**

**28110 LUCÉ**

concernant la gestion et le(s) rejet(s) des eaux pluviales issues de l' « **Aménagement de la Zone d'Activités Saint-Mathieu Est** » dont la réalisation est prévue sur les parcelles n°331, 334, 335, 338 et 371 de la section cadastrale ZK de la commune de Gallardon, pour une superficie globale d'environ 94 462 m<sup>2</sup>. Le présent récépissé porte sur la globalité du projet à savoir sur les deux tranches du projet.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sous-sol, la surface totale augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant :  a) Supérieure ou égale à 20 hectares : Autorisation b) Supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 ha : Déclaration  Superficie totale de l'opération : 9,45 hectares	Déclaration

**Les caractéristiques principales de la gestion des eaux pluviales auxquelles s'engage le déclarant sont décrites dans le dossier loi sur l'eau n° 28-2022-00200 se rapportant à cette opération ainsi que dans l'annexe descriptive jointe au présent récépissé de déclaration.**

**Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé sous réserve du strict respect des prescriptions édictées lors de l'instruction et notées dans l'annexe descriptive.** Considérant que le dossier est complet et régulier, il n'est pas envisagé de faire opposition à ce dossier.

Le dimensionnement validé ne saurait préjuger de l'évolution des conditions climatiques sur les années à venir. Il se base sur les données connues, et admises le jour de la rédaction du dossier loi sur l'eau et de la délivrance du présent récépissé de déclaration.

Copies du dossier de déclaration, du récépissé et de l'annexe descriptive sont adressées à la mairie de GALLARDON, conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement, où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir par Monsieur le Maire de Gallardon à l'issue de la période d'affichage.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de Gallardon par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois dans les conditions définies à l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue de courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier de déclaration déposé par le pétitionnaire et réalisé par le bureau d'études IRIS Conseil (Chartres 28 000).

Le pétitionnaire s'engage à remettre à l'entreprise mandatée par ses soins, pour réaliser ces travaux, un exemplaire du récépissé de déclaration n° 28-2022-00200 ainsi que l'annexe descriptive.

À l'issue des travaux, le pétitionnaire transmettra, dans le mois qui suit la fin des travaux, le plan de récolement de l'ensemble des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Ce document sera fourni en format papier et en format numérique (pdf).

Suite à l'obtention du document dénommé ci-dessus, un contrôle sera effectué conjointement entre le pétitionnaire, le représentant du bureau de maîtrise d'œuvre et celui du service de la police de l'eau afin de vérifier la conformité des ouvrages vis-à-vis du dossier de déclaration Loi sur l'eau.

À la fin des travaux, le pétitionnaire s'assurera de la surveillance et de l'entretien rigoureux des éléments constituant le(s) dispositif(s) de gestion des eaux pluviales jusqu'à la rétrocession des ouvrages à la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile-de-France.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En cas de cessation définitive ou pour une période supérieure à 2 ans de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration, l'exploitant ou à défaut le propriétaire, devra faire la déclaration à la préfecture dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de 2 ans ou le changement d'affectation.

En application de l'article R. 214-40-2 du Code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration de cession dans un délai de 3 mois à la Préfecture. Il sera donné acte de cette déclaration.

Cependant, si cette démarche n'est pas effectuée dans le délai mentionné ci-dessus, le nouveau bénéficiaire s'expose à une amende prévue par une contravention de 5<sup>ème</sup> classe : « le fait d'être substitué au bénéficiaire d'une autorisation ou d'une déclaration sans en faire la déclaration au préfet conformément à l'article R. 181-47 et au premier alinéa de l'article R. 214-40-2 ».

En application de l'article R. 214-40-3 du Code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, de l'exercice de l'activité, objets de la présente déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

De ce fait, le présent récépissé cessera d'être valable si l'ouvrage n'a pas été mis en service dans le délai mentionné ci-dessus. De ce fait, un nouveau dossier de déclaration devra être produit au service de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir en intégrant les nouvelles réglementations.

Ces déclarations doivent être adressées à la « **Direction Départementale des Territoires-Service de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité-Bureau de l'assainissement** ».

Le contrôle du respect des dispositions et la recherche d'infractions relatives à la présente déclaration sont exercés dans les conditions et par les agents prévus aux articles L. 170-1 et L. 170-4 du Code de l'environnement. Les agents de contrôle doivent avoir libre accès aux installations objet de la déclaration. Conformément à l'article L. 173-4 du Code de l'environnement le fait de faire obstacle aux fonctions exercées par les fonctionnaires et les agents habilités à exercer des missions de contrôle administratif ou de recherche et de constatation des infractions en application du même code est puni de six mois d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Chartres, le 20 septembre 2022

Pour le Préfet d'Eure-et-Loir

Pour le Chef du Service de la Gestion des Risques,  
de l'Eau et de la Biodiversité

La Cheffe du bureau Assainissement,

  
Valérie BESNARD-PINEAU

Copies transmises pour information à :

- Monsieur le Maire de Gallardon;
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Portes Euréliennes d'Ile-de-France ;
- Monsieur le Directeur du bureau d'études IRIS Conseil (Chartres).



Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du Code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de la police de l'eau où vous avez déposé votre dossier

Dossier 28-2022-00200

SAEDEL « Aménagement de la Zone d'Activités Saint-Mathieu Est »

Commune de Gallardon

### Annexe descriptive du récépissé de déclaration n° 28-2022-00200 du 20 septembre 2022

#### Caractéristiques principales de la gestion des eaux pluviales

	<p><b>* 94 462 m<sup>2</sup></b> : Le projet consiste en la création d'une zone d'activités Saint-Mathieu Est, de 19 lots, située entre la RD n° 28 et la RD n° 1223 en deux tranches. Cependant le récépissé de déclaration porte sur la globalité de l'opération.</p> <p><b>* Afin d'accéder à la zone d'activités, il sera réalisé un carrefour-giratoire sur la RD n° 28. Les eaux de ruissellement de cet ouvrage seront gérées par les ouvrages de ladite zone d'activités.</b></p>
<b>Superficies du projet</b>	<p><b>* 29 718 m<sup>2</sup></b> : la tranche 1 consiste à la réalisation de 6 lots correspondant aux lots n°1 à n°6, au bassin de rétention-infiltration n°1, à la voirie commune et aux espaces publics.</p> <p><b>* 64 744 m<sup>2</sup></b> : la tranche 2 consiste à la réalisation de 13 lots correspondant aux lots n°7 à n°19, au bassin de rétention-infiltration n°2, à la voirie commune et aux espaces publics.</p> <p><b>* Les superficies des lots, notées sur les plans, sont données à titre indicatif. Celles-ci pourraient être modifiées en fonction de la demande d'implantation et des activités des futures sociétés. Cependant la superficie globale n'est pas modifiée.</b></p>
<b>Superficie globale du projet</b>	<p><b>* 94 462 m<sup>2</sup></b> : Le projet intercepte aucun bassin versant naturel extérieur.</p>
<b>Références cadastrales du projet</b>	<p><b>* Le projet s'inscrit sur les parcelles n° 331, 334, 335, 338, et 771 de la section ZK de la commune de Gallardon, au lieu-dit « Le chemin d'Épernon ».</b></p>
	<p><b>* Les ouvrages de gestion des eaux pluviales ont été dimensionnés pour une pluie de retour de 30 ans associée à un pas de temps de 6 minutes à 6 heures et à un débit de fuite de 18,90 L/s arrondi à 18 L/s.</b></p>
	<p><b>* Les coefficients de Montana utilisés dans le dimensionnement sont ceux de la station de Chartres à savoir : a30 : 9,747 et b30 : 0,721 pour une pluie de 6 minutes à 6 heures.</b></p>
<b>Pluies de projet</b>	<p><b>* Les volumes à gérer, pour une pluie de 30 ans sont de 805 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°1, et de 1749 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°2. soit un volume global de 2254 m<sup>3</sup>.</b></p> <p><b>* Les volumes à gérer, pour une pluie de 50 ans sont de 893 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°1, et de 1941 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°2 soit un volume global de 2834 m<sup>3</sup>.</b></p> <p><b>* Les volumes à gérer, pour une pluie de 100 ans sont de 1020 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°1, et de 2216 m<sup>3</sup> pour le bassin de rétention n°2 soit un volume global de 3236 m<sup>3</sup>.</b></p>
<b>Tests de perméabilité</b>	<p><b>* La perméabilité faible du sol a été mesurée entre 2,43*10<sup>-7</sup> m/s à 1,66*10<sup>-5</sup> m/s par le bureau d'études GINGER CEBTP le 17 mars 2021.</b></p>



<b>Avis de l'Autorité Environnementale</b>	<p>* Le projet présenté n'est pas soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale, ni à celle d'une étude au cas par cas.</p>
<b>Masse d'eau souterraine</b>	<p>* La masse d'eau souterraine au droit du projet est : FRGG 092 « Calcaires tertiaires libres et craie sénonienne de Beauce ».</p>
<b>Masse d'eau superficielle</b>	<p>* La masse d'eau superficielle au droit du projet est : FRHR 244 « La Voise de sa source au confluent de l'Eure (exclu) ».</p>
<b>Remontée de nappes</b>	<p>* Le projet est classé en zone faible à très faible vis-à-vis du risque de remontée de nappe.</p>
<b>Risque retrait-gonflement des argiles</b>	<p>* La zone du projet se situe en aléa faible à nul vis-à-vis du risque de retrait gonflements des sols argileux.</p>
<b>Abattage des arbres</b>	<p>* Par courrier du 21 septembre 2021, le pétitionnaire a sollicité le service forestier de la Direction Départementale des Territoires afin d'abattre 11 arbres implantés le long de la RD n° 28. Cependant le projet ayant évolué, il n'y aura que 5 arbres abattus (entrées de voiries).</p>
	<p>* Par courrier du 1<sup>er</sup> octobre 2021, le service forestier de la Direction Départementale des Territoires a autorisé l'abattage des 11 arbres implantés le long de la RD n° 28 sous réserve et à charge par le pétitionnaire de replanter 69 arbres sur la zone d'activités à créer.</p>
	<p>* Cependant le projet ayant évolué, il n'y aura que 5 arbres abattus (entrées de voiries). De ce fait, il sera replanté que 48 arbres.</p>
	<p>* Les essences des arbres devront être conformes à l'arrêté régional du 22 février 2021. Ceux-ci seront implantés le long des voiries internes de la zone d'activité.</p>
<b>Principes de gestion des eaux pluviales</b>	<p>* Les eaux de ruissellement des voiries et des lots sont collectées par un réseau de canalisations avant d'être rejetées dans deux bassins de rétention-infiltration (un ouvrage réalisé pour chaque tranche). Un poste de refoulement permettra un rejet limité à 18 L/s vers le réseau communal situé Rue de Bichailloux (Rd n° 330).</p>
	<p>* Le rejet des eaux pluviales s'effectuera par une canalisation de refoulement sur une longueur de 716 mètres.</p>
	<p>* Les bassins de rétention-infiltration ainsi que le poste de refoulement seront mis en œuvre dès la réalisation de la tranche 1.</p>
	<p>* Les eaux pluviales des lots seront collectées et rejetées dans le réseau pluvial mis en œuvre. Afin de ne pas avoir des eaux parasites dans le nouveau réseau, il devra être mis en œuvre un bouchon à l'extrémité de la canalisation de branchement en domaine privé, pour chaque lot.</p>
	<p>* Les eaux de ruissellement de la voirie seront collectées via la réalisation de neuf (9) noues situées en accotement afin de gérer une pluie de 8 millimètres, et pour un volume global de 51,91 m³.</p>

Caractéristiques des ouvrages de gestion des eaux pluviales	<p>* Les caractéristiques du bassin de rétention-infiltration de la tranche 1 sont : une surface de 799 m<sup>2</sup>, une profondeur de 1,20 m pour un volume utile de 958,80 m<sup>3</sup>.</p> <p>* Les caractéristiques du bassin de rétention-infiltration de la tranche 2 sont : une surface de 1036 m<sup>2</sup>, une profondeur de 1,20 m pour un volume utile de 3745,14 m<sup>3</sup>.</p> <p>* Les caractéristiques des neuf noues sont indiquées dans le tableau ci-dessous.</p>	
	<p><b>* Noue 1 :</b> Une longueur de 46 mètres, une surface de 93,04 m<sup>2</sup> permettant un volume de stockage de 24,17 m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>* Noue 2 :</b> Une longueur de 77 mètres, une surface de 157,08 m<sup>2</sup> permettant un volume de stockage de 40,81 m<sup>3</sup>.</p>
	<p><b>* Noue 3 :</b> Une longueur de 41 mètres, une surface de 84,58 m<sup>2</sup> permettant un volume de stockage de 21,97 m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>* Noue 4 :</b> Une longueur de 36 mètres, une surface de 72,83 m<sup>2</sup> permettant un volume de stockage de 18,92 m<sup>3</sup>.</p>
	<p><b>* Noue 5 :</b> Une longueur de 31 mètres, une surface de 63,24 m<sup>2</sup> permettant un volume de 16,43 m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>* Noue 6 :</b> Une longueur de 75 mètres, une surface de 152,65 m<sup>2</sup> permettant un volume de 39,66 m<sup>3</sup>.</p>
	<p><b>* Noue 7 :</b> Une longueur de 59 mètres, une surface de 121,22 m<sup>2</sup> permettant un volume de 59,42 m<sup>3</sup>.</p>	<p><b>* Noue 8 :</b> Une longueur de 35 mètres, une surface de 71,81 m<sup>2</sup> permettant un volume de 18,66 m<sup>3</sup>.</p>
	<p><b>* Noue 9 :</b> Une longueur de 9 mètres, une surface de 18,95 m<sup>2</sup> permettant un volume de 4,92 m<sup>3</sup>.</p>	
	<p>* Le volume global calculé, pour une pluie de 30 ans, des deux bassins de rétention est de 2254 m<sup>3</sup>. Cependant le volume global à mettre en œuvre est de 4703,94 m<sup>3</sup>.</p> <p>* Le volume global calculé, pour une pluie de 30 ans, des neuf noues est de 51,91 m<sup>3</sup>. Cependant le volume global à mettre en œuvre est de 244,96 m<sup>3</sup>.</p>	
Volumes des ouvrages de gestion des eaux pluviales	<p>* Le bassin de rétention-infiltration de la Tranche 1 aura un débit de fuite de 6 L/s. Le bassin de rétention-infiltration aura un débit de fuite de 12 L/s.</p>	
Débîts de rejets	<p>* Chaque bassin de rétention sera équipé d'un régulateur de débit de type « Vortex » ou similaire.</p>	
Dispositifs de sécurité	<p>* Il sera installé en amont de chaque bassin de rétention-infiltration, une vanne de coupure permettant de stocker une éventuelle pollution dans le réseau d'eaux pluviales.</p>	
Autorisation de rejet	<p>* Dans le cadre du rejet des eaux pluviales, une convention de rejet a été signée par Monsieur MARIE Yves, maire, et délivrée au pétitionnaire le 24 juin 2022.</p>	
Géo-références des ouvrages de rétention	<p>* Les coordonnées Lambert 93 du bassin de rétention-infiltration n°1 sont : X : 602 807 et Y : 6 826 892.</p>	



	<p>* Les coordonnées Lambert 93 du bassin de rétention-infiltration n°2 sont : X : 602 924 et Y : 6 826 663.</p>
	<p>* La surveillance et l'entretien des ouvrages hydrauliques seront réalisés périodiquement par les services techniques de la commune de Gallardon.</p>
	<p>* Il sera mis en œuvre un calendrier d'entretien régulier pour l'ensemble des ouvrages.</p>
	<p>* Le nettoyage du réseau d'eaux pluviales consistera à un enlèvement des macro-déchets par un hydro-curage dès que des dépôts s'opposent au bon écoulement des eaux.</p>
	<p>* L'entretien des bassins et des noues consistera à un enlèvement des flottants, le fauchage de la végétation, le nettoyage des grilles amont et aval et une vérification de la stabilité des talus.</p>
Modalités d'entretien	<p>* Il conviendra de vérifier la manœuvrabilité des ouvrages annexes deux (2) fois par an (vanne, limiteur de débit, poste de refoulement, etc.).</p>
	<p>* Une extraction des boues de décantation des deux bassins de rétention-infiltration doit être réalisée tous les 5 ans après analyse de leur qualité afin de préciser la filière de valorisation la plus adaptée.</p>
	<p>* Une inspection visuelle des ouvrages de rétention-infiltration (noues et bassins) devra être réalisée annuellement et après un épisode pluvieux important.</p>
	<p>* Chaque intervention devra être notée sur cahier d'entretien mis à la disposition du service de la police de l'eau de la Direction Départementale des Territoires d'Eure-et-Loir.</p>

CHARTRES le 20 septembre 2022

Pour le Préfet d'EURE-ET-LOIR  
Pour le chef du Service de la Gestion des Risques,  
de l'Eau et de la Biodiversité

La cheffe du bureau Assainissement

  
Valérie BESNARD-PINEAU